

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 03/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

D.R.I. Démantèlement Récupération Industriel

1484 route d'Orange
Route d'ORANGE
84200 Carpentras

Références : D-0433-2025
Code AIOT : 0006400524

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement D.R.I. Démantèlement Récupération Industriel implanté 1484 route d'Orange Route d'ORANGE 84200 Carpentras. L'inspection a été annoncée le 05/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- D.R.I. Démantèlement Récupération Industriel
- 1484 route d'Orange Route d'ORANGE 84200 Carpentras
- Code AIOT : 0006400524
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DÉMANTÈLEMENT RÉCUPÉRATION INDUSTRIEL - D.R.I. est située au 1484 route d'Orange, 84200 Carpentras. Le site est établi sur une surface de 6905 m² et comporte une installation de transit de déchets dangereux (rubrique 2718-1), une installation d'entreposage et dépollution de véhicules hors d'usage (rubrique 2712-1) et une installation de transit de métaux non dangereux (rubrique 2713-1).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7	Sans objet
5	Dispositions de sécurité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit organiser rapidement un exercice de défense contre l'incendie, et se positionner sur son stockage de produits combustibles à proximité du mur d'enceinte situé à l'entrée du site (déplacement des produits ou transmission d'un PAC pour demander une dérogation).

Une solution doit également être proposée par l'exploitant pour permettre de garantir le respect du volume maximal de batterie accepté sur le site à un instant t.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2019, article 2

Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative

Prescription contrôlée :

Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 octobre 2012 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes.

Rubrique	A, E *	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793, dont la quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant la quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du Code de l'Environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	Capacité de stockage de batteries : 40 tonnes Pour information, capacité annuelle de transit de batteries : 300 tonnes
2712-1	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure 100m².I	Surface du dépôt : 6 000 m²
2713-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719 dont la surface est supérieure ou égale à 1 000 m².	Surface du dépôt : 6 905 m²

Les capacités des installations de stockage, de dépollution et de démontage permettent de traiter 1040 véhicules hors d'usage par an.

Constats :

Rubriques 2712-1 et 2713-1 :

Il n'y a eu aucune modification du site, les surfaces figurant dans l'arrêté préfectoral du 15/11/2019 sont donc toujours d'actualité.

Rubrique 2718-1 :

Le jour de l'inspection, le logiciel de l'exploitant affiche un tonnage théorique de 58 tonnes de batteries stockées, ce qui est > aux 40 tonnes autorisées. Toutefois, l'exploitant explique à l'inspection que ce chiffre n'est pas bon en pratique, car le logiciel considère que chaque VHU réceptionné comporte une batterie, ce qui n'est évidemment pas toujours le cas.

En pratique : l'exploitant dispose sur son site de 4 bennes pour stocker ses batteries, chacune d'entre elle pouvant stocker un maximum d'environ 12 à 13 tonnes de batteries. Lors de la visite d'inspection, 3 bennes étaient remplies + la dernière à un peu moins de la moitié, soit entre 40 à 45 tonnes de batteries stockées, ce qui n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral du 15/11/2019.

Par ailleurs, l'exploitant indique que d'ordinaire ces bennes sont beaucoup moins remplies, car

<p>elles sont évacuées dès que 2 bennes sont remplies. Aujourd'hui elles sont presque toutes pleines, car au mois de mai avec tous les jours fériés, les transporteurs n'ont pratiquement pas pu évacuer de batteries. L'exploitant indique également qu'un minimum de deux bennes sont déjà prévues d'être évacuées sous 15 jours. Par mail du 24 juin 2025, l'exploitant a transmis le bordereau d'évacuation du 17 juin de ces deux bennes, soit 25 tonnes..</p> <p><u>Concernant les VHU :</u> 698 VHU ont été traités en 2024, soit < aux 1040 autorisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant, sous un délai de 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> transmettre à l'inspection sa procédure d'accueil et de traitement des VHU qu'il reçoit, notamment concernant la gestion des batteries présentes dans les VHU à leur arrivée sur le site ; transmettre à l'inspection une solution permettant de garantir le respect de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 15/11/2019 concernant sa rubrique 2718-1 (volume maximal de batterie accepté sur le site à un instant t).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 7
Thème(s) : Autre, Intégration dans le paysage
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p> <p>Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées et au besoin des écrans de végétation sont mis en place.</p>
<p>Constats : L'inspection a pu constater lors de la visite le bon état de propreté général du site et de ses abords.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks de produits dangereux
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux</p>

<p>détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de stockage est bien présent sur site et correspond à la réalité.</p> <p>L'exploitant dispose des FDS de chacun de ces produits, et l'inspection a pu constater sur site la présence de l'étiquetage. L'exploitant a pu montrer à l'inspection l'état de ses stocks sur le logiciel Seirich : 6 produits étiquetés CLP + 2 hors CLP), il s'agit des produits utilisés par l'exploitant pour l'entretien de ses engins (huiles, fluides, etc.).</p> <p>L'exploitant n'a en revanche pas de registre permettant de connaître à l'instant t l'état de ses stocks. Il indique toutefois que cela sera bientôt possible, car leur logiciel Seirich a besoin d'une année entière d'utilisation avant d'être capable de fournir ces données. Cela devrait donc être le cas fin 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant, sous un délai de 6 mois, de fournir par mail des extraits de son logiciel Seirich montrant bien que l'état de ses stocks est suivi à l'instant t.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Dispositions de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture.</p> <p>Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5 000 m² est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément à l'arrêté préfectoral, l'installation est ceinte d'une clôture de 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, il n'y a pas d'accès secondaire. Les issues sont bien fermées en dehors des heures d'ouverture.</p>

<p>A l'entrée du site l'exploitant stocke quelques produits chimiques combustibles issus des VHU qu'il traite. Ces produits sont bien sur rétention, mais ils ne sont pas distants d'au moins 4 m de la clôture de l'installation comme spécifié dans l'arrêté ministériel du 26/11/2012, article 15.</p> <p>Toutefois, l'exploitant indique que la clôture d'enceinte présente à l'entrée du site est un mur en dur d'une hauteur de 2.5m et qu'il n'est pas disposé en limite de propriété : la limite de propriété correspond à la route qui longe le site, et entre la route et le mur d'enceinte il y a une distance > 5 mètres qui est utilisée comme parking seulement réservé à l'exploitant. L'exploitant indique également qu'une borne incendie est présente à l'entrée du site au niveau du parking, et que c'est en partie pour cela qu'il a choisi de stocker ces produits combustibles issus des VHU traités à l'entrée de son site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit déplacer les produits combustibles et transmettre un plan mentionnant le nouveau lieu de stockage adapté à la réglementation (distance > 4 m des murs d'enceinte) ainsi que des photos attestant du déplacement des produits ; • soit transmettre un dossier de porter à la connaissance du préfet pour demander une dérogation à l'article 15 de l'AM du 26/11/2012 tout en justifiant que la sécurité de son installation est équivalente à s'il respectait cet article.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Dispositions de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection le rapport du BE AJ lift du 06/01/2025 : ce rapport fait état de 12 observations mineures, dont 0 déjà signalées dans les vérifications précédentes.</p> <p>L'exploitant a également transmis une facture d'un électricien, datée du 01/06/2025, qui doit intervenir prochainement pour rectifier l'ensemble des observations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir, dès réception, le prochain rapport 2026 de vérification de ses installations électriques, où les 12 observations de 2025 ne devraient normalement plus figurer.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : (...)Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m ³ /h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie : des extincteurs répartis sur le site et une borne incendie devant l'entrée du site soit à moins de 10 m du portail d'accès. La borne incendie est normalisée mais l'exploitant n'est pas en mesure de fournir son débit afin de vérifier le respect des prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 (60 m ³ /h minimum). Des réserves de sables (bacs mobiles) sont disposées au niveau des activités sensibles et déplacées si besoin. L'exploitant dispose des plans de ses bâtiments et aires de gestions de déchets, avec descriptions des dangers associés. L'ensemble des extincteurs ont bien été vérifiés en 2025 (le 26/03/2025 par AJ lift). Concernant la détection automatique incendie, l'exploitant explique que des travaux doivent débuter début juillet : installation d'un minimum de 3 caméras thermiques. Le bon de commande de la société "Bond'épannage" a été présenté à l'inspection lors de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de lui fournir des photos attestant de la fin des travaux concernant la mise en place des caméras thermiques et de lui fournir le débit de la borne incendie située à l'entrée du site
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>Le plan de défense incendie est en cours de finalisation par l'exploitant : il manque notamment le plan avec les caméras thermiques pour la détection incendie. L'exploitant indique qu'il pourra diffuser son PDI d'ici la fin de l'été 2025.</p> <p>Concernant les rétentions, l'exploitant explique qu'il s'interroge sur la zone d'immersion qui est demandée dans la réglementation :</p> <ul style="list-style-type: none">• après chaque utilisation, l'eau du bassin d'immersion peut-elle être conservée ou doit-elle être changée ? En cas de nécessité de changement, il indique que cela a un coût et que ce n'est pas très écologique

- le bassin doit-il être traité (comme une piscine par exemple avec du chlore) ? Ceci afin d'éviter par exemple la prolifération des moustiques et donc des maladies telles que la dengue / chikungunya / zika. En cas de nécessité de traitement il indique que cela représente également un coût important en produits chimiques.

L'inspection, après s'être renseignée, indique à l'exploitant que la réglementation indique uniquement la nécessité d'avoir une "zone d'immersion", sans autre indication concernant la réutilisation des eaux ou le traitement :

- l'exploitant n'est pas tenu d'avoir plusieurs « piscines » (zones d'immersions de véhicule), l'obligation étant d'en avoir une) ;
- Il n'y a pas d'obligation d'avoir une piscine pleine. Elle peut être remplie au moment du sinistre soit par l'exploitant soit par les pompiers ;
- Une fois que le risque incendie est maîtrisé, les arrêtés ne prévoient pas d'obligation de vider l'eau de la piscine. Si elle est vidée, l'eau devra être analysée et caractérisée, pour être envoyée dans la filière de gestion adaptée ;
- Dimensionnement de la zone d'immersion (zone destinée à l'immersion des véhicules hors d'usage sur lesquels un départ d'incendie est suspecté ou détecté) : la taille minimale de cette zone est de deux mètres de large, six mètres de long et deux mètres de haut.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de lui transmettre son plan de défense incendie complet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.

Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.

Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention

<p>s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de défense incendie de l'exploitant, qu'il transmettra d'ici la fin de l'été, comprendra bien l'ensemble des dispositions et procédures mises en place en cas d'alertes incendie.</p> <p>L'exploitant indique en réunion qu'à ce jour aucun exercice incendie n'a été réalisé. Toutefois, l'exploitant indique que l'ensemble de son personnel est formé et qu'il y a régulièrement (au moins une fois par an) un rappel réalisé au personnel concernant les pratiques et les consignes à tenir en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant indique qu'un exercice incendie sera réalisé d'ici la fin de l'été, dès que les caméras thermiques auront été installées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de réaliser un exercice de défense contre l'incendie et de lui transmettre son compte rendu par mail.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>